ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de l'Education nationale et de la Culture et par le Ministre de la Culture, Adjoint à l'Education nationale, le 8 juillet 1964, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant règlement de gestion du Fonds national des sports", a donné le 9 septembre 1964 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 8e juli 1964 door de Minister van Nationale Opvoeding en Cultuur en door de Minister van Cultuur, Adjunct voor Nationale Opvoeding, verzocht hun van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het beheer van het Nationaal Sportfonds", heeft de 9e september 1964 het volgend advies gegeven :

1. L'emploi réitéré de l'expression "les Ministres qui ont l'éducation physique, les sports et la vie au plein air dans leurs attributions" alourdit le texte. On peut éviter cette répétition inutile en insérant, après la première mention de ces Ministres, à l'article 3, les mots "dénommés ci-après les Ministres".

L'expression "fonctionnaire dirigeant de l'administration de l'éducation physique, des sports et de la vie au plein air" appelle une observation analogue.

2. L'article 7 est superflu et peut être omis.

3. Les dispositions légales relatives à la comptabilité de l'Etat sont applicables à l'agent comptable chargé, en vertu de l'article 9, du recouvrement des droits et du paiement des dépenses du Fonds national des sports. Conformément à l'article 7 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat, cet agent doit, dès lors, être placé sous les ordres du Ministre des Finances, nommé par lui ou sur sa présentation et être responsable envers lui de sa gestion.

Si le projet entend réserver sa désignation aux Ministres qui ont l'éducation physique, les sports et la vie en plein air dans leurs attributions, il importe de préciser que cette désignation se fera sur la présentation du Ministre des Finances.

Il ne suffit pas, dans ces conditions, que le projet soit contresigné par ce Ministre, il doit être proposé par lui.

.../...

Aux termes de l'article 8 de la susdite loi, aucun titulaire d'un emploi de comptable ne peut être installé dans ses fonctions qu'après avoir justifié du versement de son cautionnement.

La phrase finale de l'article 9 du projet, qui dispense l'agent comptable de cette obligation, viole dès lors cette disposition légale et doit, en conséquence, être omise.

4. Simple rappel de la loi, la deuxième phrase de l'article 18, premier alinéa, est superflue et peut être supprimée.

5. N'ayant d'autre but que de rappeler les dispositions de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative, l'article 21 est de même superflu et peut, lui aussi, être omis.

6. Le projet comporte une série de prescriptions qui ne sont pas susceptibles d'une exécution dans le passé; il ne se justifie donc pas d'attacher à l'arrêté un effet rétroactif; il importe, au surplus, de laisser entre la publication et l'entrée en vigueur du projet un intervalle suffisant pour que les assujettis puissent se conformer aux prescriptions de l'arrêté.

Le texte proposé ci-dessous tient compte de ces observations; il apporte au surplus quelques modifications de pure forme qui ne requièrent aucun commentaire. Le projet devrait, toutefois, être revu en vue d'assurer la parfaite conformité de ses dispositions avec la législation sur la comptabilité de l'Etat.

\+

\+ \+

.../...

...

...

Vu la loi du 26 juin 1963 relative à l'encouragement de l'éducation physique, de la pratique des sports et de la vie en plein air ainsi qu'au contrôle des entreprises qui organisent des concours de paris sur des résultats d'épreuves sportives, notamment l'article 13;

Vu la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat;

Vu la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes, notamment les articles 5 à 13;

Vu l'arrêté royal du 10 décembre 1868 portant règlement général sur la comptabilité de l'Etat, notamment les articles 185 à 188;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air, donné le 16 juin 1964;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Education nationale et de la Culture, de Notre Ministre de la Culture, Adjoint à l'Education nationale, et de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Le Fonds national des sports figure au budget pour ordre parmi les fonds alimentés par des ressources

.../...

particulières et dont il est disposé par les comptables qui en ont opéré les recettes.

Article 2.-

... (texte du projet) ...

Article 3.-

L'exercice budgétaire commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre.

Les propositions prévues à l'article 17, § 1er, de la loi du 26 juin 1963 sont transmises aux Ministres qui ont l'éducation physique, les sports et la vie en plein air dans leurs attributions, dénommés ci-après "les Ministres", au plus tard trois mois avant l'ouverture de l'exercice, avec l'avis du fonctionnaire dirigeant de l'administration de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air, dénommé ci-après "le fonctionnaire dirigeant".

Les Ministres arrêtent les montants des recettes et des dépenses qui doivent figurer au projet de budget pour ordre, et établissent un tableau comprenant les prévisions de recettes et les prévisions de dépenses classées selon leur nature.

Article 4.-

Les droits actifs et passifs appartiennent à l'exercice budgétaire pendant lequel ils sont nés, quelle que soit la date de leur réalisation.

.../...

Article 5.-

... (texte du projet, sauf suppression du mot "spécialement") ...

Article 6.-

Les crédits figurant au tableau des dépenses ne peuvent être utilisés qu'après approbation par les Ministres. Ils ne peuvent recevoir d'imputation que pour les fins pour lesquelles ils sont affectés et sans excéder leur montant.

Les transferts et les dépassements requièrent l'autorisation préalable des Ministres.

Article 7 (article 8 du projet).

Les Ministres engagent et ordonnancent les dépenses imputables sur le Fonds national des sports.

Ils peuvent déléguer ces pouvoirs en tout ou en partie au fonctionnaire dirigeant et autoriser celui-ci à en subdéléguer une partie à des fonctionnaires qui lui sont subordonnés.

Article 8 (article 9 du projet).

Les Ministres, sur proposition du Ministre des Finances, désignent parmi le personnel de l'administration de l'Education physique, des sports et de la vie en plein air, un agent comptable chargé du recouvrement des droits et du paiement des dépenses du Fonds national des sports. Cet agent est responsable envers le Ministre des Finances de sa gestion, notamment de la garde et du maniement

.../...

des deniers et valeurs ainsi que de tous les autres biens constituant l'avoir du Fonds. Il donne valablement quittance.

Article 9 (article 10 du projet).

Les Ministres ou le fonctionnaire dirigeant, délégué en vertu de l'article 7, peuvent accorder aux organisations bénéficiaires de promesses de subventions, des avances sur l'avoir du Fonds national des sports, pour le financement des opérations que ces promesses concernent.

Le décompte des avances est adressé avant la clôture de l'exercice aux Ministres, qui décident si elles doivent être récupérées par le comptable ou reportées à nouveau.

Article 10 (texte de l'article 11 du projet, sauf suppression des mots "de l'administration de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air").

Article 11 (texte de l'article 12 du projet, sauf remplacement du renvoi à l'article 8 par le renvoi à l'article 7).

.../...

Article 12 (texte de l'article 13 du projet, sauf à renvoyer, au premier alinéa, à l'article 16 au lieu de l'article 17; à remplacer, au 2ème alinéa, le mot "ils" par "ces documents" et d'écrire, au 3ème alinéa, "dont il est question"; à l'alinéa 3, renvoyer à l'article 7 au lieu de l'article 8).

Article 13 (texte de l'article 14 du projet).

Article 14 (texte de l'article 15 du projet, sauf à remplacer les mots "ayants droit" par "créanciers").

Article 15 (texte de l'article 16 du projet, sauf à ajouter, au 2ème alinéa, le mot "les" avant "copies de contracts" et de remplacer les mots "celles-ci" par "les factures".

Article 16 (texte de l'article 17 du projet).

Article 17 (article 18 du projet).

A l'exclusion des produits de consommation courante, toutes les acquisitions patrimoniales de quelque importance sont inscrites à l'inventaire.

Il est fait mention expresse des objets mis hors d'usage ou disparus.

.../...

Articles 18 à 20.-

(texte des articles 19, 20 et 22 en supprimant l'article 21 du projet - voir avis -).

Article 21 (article 23 du projet).

Le comptable rend compte de sa gestion à la Cour des comptes dans les formes et délais prescrits pour les comptables de l'Etat gestionnaires du Fonds pour ordre. Il en informe les Ministres à l'intervention du fonctionnaire dirigeant.

Les comptes sont accompagnés :

1° ...

2° de relevés détaillés indiquant, ...

a) les droits constatés au profit ou à charge du Fonds national des sports, au cours de l'exercice...;

b) ... ;

3° d'un relevé donnant, suivant les mêmes subdivisions que les tableaux de dépenses, celles qui sont relatives ... ;

4° ...

Article 22 (article 24 du projet).

Les écritures sont également arrêtées :

a) lorsque ...

b) au moment ...

c) au cas ...

.../...

Toutefois, dans ces cas, les opérations continuent à être inscrites de manière qu'à la clôture de l'exercice comptable, les recettes et les dépenses présentent le total cumulé de l'enregistrement de l'exercice.

Article 23 (article 25 du projet).

Dans les cas prévus à l'article 22, b et c, il est rendu compte à la Cour ... (la suite comme au projet ; dans la dernière phrase de cet article, il y a lieu de renvoyer à l'article 11 au lieu de l'article 10).

Article 24 (article 26 du projet).

A l'occasion des fins de gestion, le successeur établit ou approuve le compte, l'inventaire et le procès-verbal de situation de caisse. Il déclare faire reprise des avoirs détaillés dans ces documents et remet un exemplaire de ceux-ci à son prédécesseur ou aux ayants cause de ce dernier.

Article 25 (article 27 du projet).

Les Ministres chargent le fonctionnaire du service de la comptabilité du Département de l'Education nationale et de la Culture de contrôler la comptabilité du Fonds national des sports.

Le fonctionnaire ... (la suite comme au projet) ...

.../...

Au moins une fois par an ce fonctionnaire adresse un rapport de contrôle aux Ministres, au fonctionnaire dirigeant, ainsi qu'au comptable. Il signale dès qu'elles arrivent à sa connaissance toutes les circonstances de nature à compromettre la situation financière du Fonds national des sports.

Article 26 (article 28 du projet; voir l'observation concernant l'entrée en vigueur du projet).

Article 27.-

Notre Ministre de l'Education nationale et de la Culture, Notre Ministre de la Culture, Adjoint à l'Education nationale, et Notre Ministre des Finances, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

...

...

---

1. De uitdrukking "de Ministers die de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtleven in hun bevoegdheid hebben" komt herhaalde malen in het ontwerp voor en verzwaart de tekst. Deze nodeloze herhaling kan worden verholpen door na de eerste vermelding van die Ministers, met name in artikel 3, de woorden "verder de Ministers genoemd" in te voegen.

Een soortgelijke opmerking dient te worden gemaakt in verband met de uitdrukking "de leidende ambtenaar van de administratie voor de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtleven".

2. Artikel 7 kan als overbodig vervallen.

3. De wettelijke bepalingen op de Rijkscomptabiliteit zijn van toepassing op de rekenplichtige die ingevolge artikel 9 van het ontwerp met de invordering der rechten en met de betaling der uitgaven van het Nationaal Sportfonds is belast. Die ambtenaar moet dus overeenkomstig artikel 7 van de wet van 15 mei 1846 op de Rijkscomptabiliteit onder de bevelen van de Minister van Financiën staan, door hem of op zijn voordracht zijn benoemd en tegenover hem voor zijn beheer verantwoordelijk zijn.

Mocht het ontwerp de aanwijzing van die rekenplichtige willen opdragen aan de Ministers tot wier bevoegdheid de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtleven behoren, dan moet worden bepaald dat die aanwijzing op de voordracht van de Minister van Financiën geschiedt.

.../...

Het is dus niet voldoende dat deze Minister het ontwerp medeondertekent, hij moet het ook mede voordragen.

Naar luid van artikel 8 van genoemde wet kan geen titularis van een ambt van rekenplichtige tot het uitoefenen van zijn ambt worden aangesteld dan na te hebben doen blijken dat hij zijn borgtocht heeft gestort.

De slotzin van artikel 9 van het ontwerp, die de rekenplichtige van die verplichting ontslaat, is strijdig met de zoëven aangehaalde wetsbepaling en moet dus vervallen.

4. Het bepaalde in de tweede zin van artikel 18, eerste lid, herhaalt alleen maar wat in de wet staat; het kan dus als overbodig worden weggelaten.

5. Artikel 21 bedoelt alleen, de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken in herinnering te brengen; het is evenzo overbodig en kan worden weggelaten.

6. Het ontwerp bevat een aantal voorschriften die niet uit te voeren zijn voor het verleden; het gaat dan ook niet op, het ontwerp terugwerkende kracht te verlenen; bovendien moet tussen de bekendmaking en de inwerkingtreding van het ontwerp een voldoende tijdsruimte worden gelaten opdat degenen die aan het besluit onderworpen zijn, zich naar de voorschriften daarvan kunnen schikken.

Met deze opmerkingen is rekening gehouden in de hierna voorgestelde tekst, die bovendien vormwijzigingen bevat welke geen commentaar behoeven. Het ontwerp ware echter te herzien met het oog op algehele overeenstemming met de wetgeving betreffende de Rijkscomptabiliteit.

\+

\+ \+

.../...

...

...

Gelet op de wet van 26 juni 1963 betreffende de aanmoediging van de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtleven en het toezicht op de ondernemingen die wedstrijden van weddenschappen op sportuitslagen inrichten, inzonderheid op artikel 13;

Gelet op de wet van 15 mei 1846 op de Rijkscomptabiliteit;

Gelet op de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, inzonderheid op de artikelen 5 tot 13;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 december 1868 houdende algemeen reglement op de Rijkscomptabiliteit, inzonderheid op de artikelen 185 tot 188;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtleven, gegeven op 16 juni 1964;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Nationale Opvoeding en Cultuur, van Onze Minister van Cultuur, Adjunct voor Nationale Opvoeding, en van Onze Minister van Financiën,

.../...

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Het Nationaal Sportfonds komt op de begroting voor orde voor onder de fondsen die uit bijzondere inkomsten worden gestijfd en waarover wordt beschikt door de rekenplichtigen die de ontvangsten ervan hebben verricht.

Artikel 2.-

De verrichtingen van het Nationaal Sportfonds, het boeken en het verantwoorden daarvan vallen onder de algemene bepalingen die voor de hierboven bedoelde fondsen gelden en onder de bijzondere, in dit besluit gestelde regelen.

Artikel 3.-

Het begrotingsjaar begint 1 januari en eindigt 31 december.

De in artikel 17, § 1, van de wet van 26 juni 1963 bedoelde voorstellen worden de Ministers tot wier bevoegdheid de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtleven behoren, verder "de Ministers" genoemd, uiterlijk drie maanden vóór de opening van het dienstjaar toegezonden samen met het advies van de leidende ambtenaar van het Bestuur voor lichamelijke opvoeding, sport en openluchtleven, verder "de leidende ambtenaar" genoemd.

.../...

De Ministers stellen het bedrag van de op de begroting voor orde in te schrijven ontvangsten en uitgaven vast en maken een tabel op met, naar hun aard gerangschikt, de ramingen inzake ontvangsten en de ramingen inzake uitgaven.

Artikel 4.-

De actieve en de passieve rechten behoren, ongeacht de datum van hun tegeldemaking, tot het begrotingsjaar waarin ze zijn ontstaan.

Artikel 5.-

De tabel van ontvangsten en uitgaven vermeldt de verrichtingen met gelden van derden, die het Nationaal Sportfonds tijdelijk onder zich of in beheer mocht hebben.

Artikel 6.-

De kredieten die op de tabel van uitgaven voorkome kunnen eerst na goedkeuring vanwege de Ministers worden besteed. Ze kunnen alleen worden aangewezen voor de doeleinden waarvoor ze zijn bestemd, en niet boven hun bedrag.

Voor overdracht en overschrijding is voorafgaande toelating van de Ministers vereist.

Artikel 7 (artikel 8 van het ontwerp).

De Ministers wenden de op het Nationaal Sportfonds aan te wijzen uitgaven aan en ordonnanceren ze.

.../...

Zij kunnen die bevoegdheid geheel of gedeeltelijk overdragen aan de leidende ambtenaar en deze ertoe machtigen, een deel daarvan verder aan onder hem staande ambtenaren te delegeren.

Artikel 8 (artikel 9 van het ontwerp).

De Ministers wijzen, op de voordracht van de Minister van Financiën, uit het personeel van het Bestuur voor lichamelijke opvoeding, sport en openluchtleven een rekenplichtige aan die belast is met het invorderen van de rechten en het betalen van de uitgaven van het Nationaal Sportfonds. Die ambtenaar is tegenover de Minister van Financiën verantwoordelijk voor de bewaring en de behandeling van gelden en waarden alsook voor alle andere goederen die het vermogen van het Fonds vormen. Hij verleent geldig kwitantie.

Artikel 9 (artikel 10 van het ontwerp).

De Ministers of de leidende ambtenaar, deze laatste gemachtigd overeenkomstig artikel 7, kunnen de organisaties die subsidietoezeggingen hebben gekregen voorschotten op het tegoed van het Nationaal Sportfonds toestaan om de verrichtingen waarop die toezeggingen slaan, te financieren.

.../...

De afrekening van de voorschotten wordt vóór de afsluiting van het dienstjaar toegezonden aan de Ministers, die beslissen of die voorschotten door de rekenplichtige moeten worden verhaald dan wel opnieuw moeten worden overgeboekt.

Artikel 10 (artikel 11 van het ontwerp).

De uitgaven worden betaald en de opbrengst wordt ingevorderd door bemiddeling van het Bestuur der postchecks. De checks en overschrijvingen door de rekenplichtigen uitgegeven, worden medeondertekend door de leidende ambtenaar. Zijn de rekenplichtige en die ambtenaar verhinderd, dan worden die checks en overschrijvingen ondertekend door de twee in graad hoogst geplaatste ambtenaren van het bestuur.

Artikel 11 (artikel 12 van het ontwerp).

De kleine lopende uitgaven en vergoedingen kunnen in gereed geld worden betaald. De rekenplichtige krijgt daartoe een kasvoorschot dat, met de goedkeuring van een der in artikel 7 bedoelde ordonnateurs, kan worden vernieuwd onder overlegging van de gekwiteerde verantwoordingsstukken. Die stukken worden verzameld op een staat met specificatie volgens de posten van de tabel van uitgaven waarop ze zijn aangewezen.

.../...

Artikel 12 (artikel 13 van het ontwerp).

Alle rekeningverrichtingen, zelfs het intern geldverkeer binnen in het Fonds en de boekingen voor orde, worden verantwoord met bewijsstukken die de dagtekening, het bedrag, de aanwijzingspost op de begroting, alsook het onderwerp van de verrichting vermelden en naar de inschrijving in één van de in artikel 16 genoemde boeken verwijzen.

Voor aankoop van vermogenswaarden en voor produkten die voor wederverkoop zijn bestemd, verwijzen die stukken bovendien naar het magazijnboek.

De bewijsstukken of de verzamelstaten daarvan worden door een van de in artikel 7 bedoelde ordonnateurs voor akkoord ondertekend.

Artikel 13 (artikel 14 van het ontwerp).

De rechten zijn vastgesteld : voor de ontvangsten zodra het bestaan daarvan ter kennis van de rekenplichtige is gebracht; voor de uitgaven, als de dienst verricht en aanvaard is.

Artikel 14 (artikel 15 van het ontwerp).

Uitgaven voor leveringen en dienstverstrekkingen worden betaald tegen overlegging, door de schuldeisers, van nota's, rekeningen, facturen of, in voorkomend geval, kwitanties.

Artikel 15 (artikel 16 van het ontwerp).

De rekeningstukken worden gerangschikt naar de orde van inschrijving in de onderscheiden boeken.

Voor leveringen en dienstverstrekkingen worden de afschriften van overeenkomsten, de opdrachtorders, de bestelbons en de processen-verbaal van aanbesteding en van ontvangst eventueel bij de facturen gevoegd. Als er geen proces-verbaal is, wordt op de facturen het visum voor ontvangst aangebracht door de ambtenaar die de verrichting heeft gedaan en door de leidende ambtenaar.

.../...

Artikel 16 (artikel 17 van het ontwerp).

De boekhouding omvat :

a) een hoofdregister van de aan derden vervallen en een hoofdregister van de aan het Nationaal Sportfonds vervallen rechten ;

b) een dagboek voor de verrichtingen over de postrekening;

c) een inventarisboek ;

d) een magazijnboek.

Alle verrichtingen worden in één van de hoofdregisters en in het dagboek ingeschreven ; die boeken hebben evenveel rubrieken als er posten op de tabel van ontvangsten en uitgaven voorkomen.

Voor de uitgaven wordt het hoofdregister zó gehouden, dat daaruit te allen tijde het op de onderscheiden posten beschikbare bedrag kan worden afgelezen.

Artikel 17 (artikel 18 van het ontwerp).

Op de inventaris worden, met uitzondering van de courante verbruiksprodukten, alle vermogensverkrijgingen van enige omvang ingeschreven.

Onbruikbaar geworden of zoekgeraakte voorwerpen worde daarop uitdrukkelijk vermeld.

.../...

Artikel 18 (artikel 19 van het ontwerp).

In het magazijnboek wordt, per categorie van produkten, onder verwijzing naar de facturen, de in- en uitslag opgetekend. Dat boek wordt op de hoeveelheden doorlopend bijgehouden. Het kwantiteitssaldo moet, het normale verlies in acht genomen, overeenstemmen met de magazijnvoorraad.

Artikel 19 (artikel 20 van het ontwerp).

Alle boekingen moeten dag voor dag zonder witte tussenvlakken of tussenregels worden verricht. Verbeteringen mogen niet door raderen of overschrijven worden aangebracht. De te verbeteren inschrijvingen moeten zó worden doorgehaald dat ze leesbaar blijven ; de tekst en de cijfers die in de plaats moeten komen, worden er vlak boven geschreven. Die verbeteringen worden geparafeerd door de ambtenaar die ze heeft aangebracht.

Artikel 20 (artikel 22 van het ontwerp, aangezien artikel 21 vervalt - zie advies).

Op 31 december van ieder jaar worden de boekingen alsook de inventaris afgesloten en wordt de kas nageteld.

De beschikbare middelen, de nog in te vorderen rechten en de nog niet voldane uitgaven worden naar het volgende dienstjaar overgeboekt.

Artikel 21 (artikel 23 van het ontwerp).

De rekenplichtige legt bij het Rekenhof rekening en verantwoording van zijn beheer af in de vorm en binnen de termijnen voorgeschreven voor de Rijksrekenplichtigen die

.../...

het Fonds voor orde beheren. Hij geeft de Ministers daarva kennis langs de leidende ambtenaar om.

De rekeningen gaan vergezeld van :

1° een proces-verbaal over de kaspositie bij het afsluiten van de boekingen ;

2° omstandige opgaven die met dezelfde onderverdeling als de tabellen van ontvangsten en uitgaven vermelden :

a) de rechten ten voordele of ten bezware van het Nationaal Sportfonds vastgesteld in de loop van het dienstjaar of uit vorige dienstjaren overgeboekt ;
b) de ontvangsten en uitgaven ter aanzuivering van die rechten verricht ;

3° een opgave die, met dezelfde onderverdeling als de tabellen van uitgaven, de uitgaven vermeldt met betrekking tot de subsidies verleend aan erkende sportorganisaties of voor sportwedstrijden die representatief zijn op landelijk of internationaal vlak ;

4° een opgave van de wijzigingen in de inventaris.

Artikel 22. (artikel 24 van het ontwerp).

De boekingen worden eveneens afgesloten :

a) wanneer er in de loop van het dienstjaar voorlopige of periodieke posities moeten worden overgelegd ;
b) op het tijdstip dat de rekenplichtige zijn ambt definitief neerlegt ;
c) als er een tekort is ontdekt.

.../...

In die gevallen wordt met het inschrijven van de verrichtingen echter derwijze voortgegaan dat de ontvangsten en uitgaven bij de afsluiting van het dienstjaar het samengevoegde totaalbedrag aangeven van hetgeen tijdens het dienstjaar is geboekt.

Artikel 23 (artikel 25 van het ontwerp).

In de gevallen bedoeld in artikel 22, b en c, wordt door de rekenplichtige of zijn rechtverkrijgenden, en, bij ontstentenis, ambtshalve door de Ministers, aan het Rekenhof rekening en verantwoording afgelegd. Wijst de rekening en verantwoording een tekort aan, dan wordt er een verslag bijgevoegd dat aangeeft onder welke omstandigheden dat tekort zich heeft voorgedaan ; is het ontstaan doordat een voorschot overeenkomstig artikel 11 is verleen dan wordt aan het Rekenhof de naam van de begunstigde van dat voorschot opgegeven.

Artikel 24 (artikel 26 van het ontwerp).

Bij het einde van een beheer stelt de opvolger de rekening, de inventaris en het proces-verbaal over de kaspositie vast, of keurt hij die goed. Hij verklaart, dat hij de in die stukken gespecificeerde activa overneemt en geeft een exemplaar ervan aan zijn opvolger of aan diens rechtverkrijgenden.

Artikel 25 (artikel 27 van het ontwerp).

De Ministers belasten de ambtenaar van de dienst comptabiliteit van het Departement Nationale Opvoeding en Cultuur met de controle op de comptabiliteit van het Nationaal Sportfonds.

.../...

De ambtenaar heeft in de uitoefening van zijn ambt volle onderzoeksbevoegdheid ; hij kan zich alle verantwoordings- en bewijsstukken doen overleggen die hij nodig acht. Hij vergewist zich van de omvang der beheerde goederen en waarden. Hij mag zich echter niet in het beheer mengen.

Die ambtenaar doet de Ministers, de leidende ambtenaar en de rekenplichtige ten minste ééns per jaar een controleverslag geworden. Alle omstandigheden die de financiële toestand van het Nationaal Sportfonds in gevaar kunnen brengen, worden door hem gesignaleerd zodra hij er kennis van krijgt.

Artikel 26 (artikel 28 van het ontwerp; zie opmerking over de inwerkingtreding van het ontwerp).

Artikel 27.-

Onze Minister van Nationale Opvoeding en Cultuur, Onze Minister van Cultuur, Adjunct voor Nationale Opvoeding, en Onze Minister van Financiën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

...

...

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

H. BUCH, conseillers d'Etat,
G. VAN BUNNEN, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
J. DE MEYER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. DE KOSTER, greffier adjoint, greffier.
Mevrouw : adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.
Le rapport a été présenté par M. M. GROMMEN, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. M. GROMMEN, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) J. DE KOSTER.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.